



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service Finances et Achats Durables
N° 2014-059

DÉCISION DU MAIRE

SIGNATURE D'UN AVENANT N°1 RELATIF À UN MARCHÉ DE TRAVAUX

Opération : Travaux de réhabilitation de l'école maternelle Julie Daubié

Lot n° 8 : Revêtements collés (marché n° 2013-288)

Projet de Territoire « Saint-Avé 2030 »

Enjeu : <i>Saint-Avé pour tous : cohésion sociale, mixité, proximité et solidarité</i>	Objectif : <i>Maintenir des services publics de proximité accueillants et efficaces</i>	Action : <i>Affirmer la mission de service public</i>
--	---	---

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

VU la décision n° 2013-085 du 14 octobre 2013 relative à la signature du marché visé en objet,

VU le projet d'avenant numéro 1 au marché n° 2013-288,

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

DÉCIDE

Article 1^{er} : DE PASSER avec l'entreprise MARIOTTE (35538 NOYAL SUR VILAINE), titulaire du marché de travaux du lot n° 8 «revêtements collés» dans le cadre des travaux de réhabilitation de l'école maternelle Julie Daubié, un avenant numéro 1, dans les conditions détaillées dans le projet d'avenant susvisé, pour un montant en plus-value de 840,56,00 €. Les modifications intervenues font ainsi passer le montant du marché de 38 726,05 € HT (montant initial) à 39 566,61 € HT, soit une augmentation du montant de marché de 2,17 %.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune.

Article 3 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 4 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal, et de signer et notifier l'avenant correspondant à la société visée à l'article 1^{er}.

Fait à Saint-Avé, le 28 août 2014

Le Maire,



Anne GALLO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215602061-20140828-2014-059-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/08/2014

Publication : 29/08/2014

Le Maire,
Anne GALLO

